

NOTRE OPINION

ON EN EST LÀ...

Par Gérald Andrieu



Hannah Assouline

« On est là ! On est là ! Même si Macron le veut pas, nous, on est là ! Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas, nous on est là ! » Depuis les Gilets jaunes, ce chant ne cesse de retentir dans les cortèges et il sera, une fois encore, et peut-être plus opportunément que jamais, entonné en ce 1^{er} Mai.

« *On est là !* », diront les manifestants que l'on a invités à rentrer chez eux parce que « circulez, il n'y a plus rien à revendiquer, rangez vos "dispositifs sonores portatifs", vos bouches et vos casseroles, le Conseil constitutionnel a tranché ». Rendez-vous plutôt dans cent jours, leur a en effet dit le président lors de son allocution télévisée, en bon adepte du langage performatif. Puisque, dans trois mois, l'école, l'hôpital et tous les services publics en décrépitude seront enfin d'aplomb, méconnaissables, par la seule grâce de la parole présidentielle ! Et alors même que l'on commence à préparer l'opinion à des coupes dans les dépenses publiques (lire p. 8).

On comprend le raisonnement d'Emmanuel Macron et de ses soutiens.

Pour eux, il faut passer à autre chose. Pour une raison simple, le chef de l'État n'aurait pris personne en traître : il voulait faire cette réforme, l'avait annoncée, il comptait même aller plus loin (65 ans), et celle-ci a suivi son cours dans le respect, estiment-ils, des procédures que prévoient nos institutions. Voilà qui est cohérent et satisfaisant pour qui considère que le président de la République n'est rien d'autre qu'un super CEO et qu'il dirige non pas un pays, mais une entreprise, la *French Corporation*, avec des employés, baptisons-les les Frenchies. Sauf qu'en politique il ne s'agit pas simplement d'appliquer des « process » pour que cela fonctionne. Il faut faire avec une chose étrange – on en convient –, les Français qui donc « sont là », avec leurs espoirs, leur ressenti, leurs doutes, leur imaginaire et même leurs contradictions.

C'est cette dimension humaine, cette part sensible de la politique, qui échappe à nos dirigeants actuels et à certains commentateurs qui, dans leurs écrits, nous en révèlent la pensée profonde. Prenons Éric Le Boucher, éditorialiste aux *Échos* et à *l'Opinion*, et émanation médiatique la plus pure de ce qu'on appelait autrefois le cercle de la raison. Il a lu un livre, *les Ingénieurs du chaos* (Folio), de Giuliano da Empoli, et pense y avoir trouvé une fabuleuse explication au populisme qui gagnerait notre pays, et à la force des mouvements sociaux qui y naissent et s'y installent. Les populistes joueraient sur la « peur » – rien de nouveau jusque-là – et sur le « festif » et le « bonheur » – les salauds !

« En France, écrit-il ainsi, on a vu les Gilets jaunes ne pas abandonner la lutte malgré les milliards donnés par Macron, pour ne pas perdre le bonheur découvert de se retrouver en groupe autour des ronds-points. On a vu les mêmes joies de la manif contre les retraites : chanter ensemble, être avec des "camarades", marcher au milieu de la rue. » Et d'expliquer au passage que ce « carnaval » a de quoi séduire lorsqu'on a « une vie isolée et souvent morne ». On a rarement lu plus méprisant. À part peut-être dans une autre chronique de Le Boucher...

Pour ce dernier, si l'on comprend bien, le populisme prend forme dès lors que le peuple se rassemble et a plaisir à le faire. C'est dire si la « menace populiste » commence tôt avec ces gens-là. C'est dire aussi s'ils souhaitent le meilleur à leurs compatriotes... Au moins, par le passé, les puissants avaient-ils saisi le principe du carnaval qui, rappelle Giuliano da Empoli, est « l'occasion pour le peuple de renverser, de manière symbolique et pour un temps limité, toutes les hiérarchies instituées entre le pouvoir et les dominés ». Mais pour Le Boucher qui voudrait chasser la passion – cette chose supposément affreuse – de la vie politique pour ne retenir que la raison – ce qui est tout bonnement impossible –, cet inversement du pouvoir, même « de manière symbolique et pour un temps limité », c'est semble-t-il déjà trop !

Le pire, c'est que pendant qu'une large partie du pays dit « on est là » et demande à être entendue, déjà se pressent les candidats au remplacement d'Élisabeth Borne à Matignon. « On est là », disent eux aussi Catherine Vautrin et Gérard Darmanin, disponibles et bien propres sur eux, car plus aussi franchement opposés au mariage pour tous qu'ils ne l'étaient à l'époque ! Cynique mea culpa sociétal pour parvenir à leurs fins. Et preuve qu'à la tête du pays ces deux-là ne feront pas plus de merveilles qu'Élisabeth Borne.

On en est donc là à la veille du 1^{er} Mai. Reste à savoir, une fois les cortèges dispersés, ce qu'il va advenir de la voix des Français. Un proche de Laurent Berger lui a soufflé une magnifique idée dont on doute qu'il la retienne : que dans toutes les entreprises du pays, les représentants syndicaux désertent les instances où ils siègent habituellement, comme les CSE. Histoire de faire savoir en n'étant plus là... qu'ils sont encore et toujours là ! Histoire de faire savoir à ce président-CEO de la France et à ses équipes qu'ils n'ont pas face à eux des citoyens en CDD mais bel et bien en CDI ! Et qu'ils peuvent, à ce titre et à chaque instant,

redonner de la voix. Dans la colère et dans la joie. ■

EN POLITIQUE, IL NE S'AGIT PAS SIMPLEMENT D'APPLIQUER DES "PROCESS"
POUR QUE CELA FONCTIONNE.

IL FAUT FAIRE AVEC UNE UNE CHOSE ÉTRANGE :

LES FRANÇAIS.